

# Chapitre 4

## Le libre échange (1815-1914)

### 1. Comment définir et mesurer la mondialisation du marché des marchandises

#### 1.1 Définition

Je définis la mondialisation du marché des marchandises comme la coïncidence de deux processus :

1. Une baisse des coûts de transport. On peut ajouter à celle-ci une augmentation de la sécurité de ces transports due à une baisse de la piraterie, une diminution des conflits armés, une plus grande capacité des moyens de transport à résister aux éléments naturels (tempêtes), etc.
2. Une réduction des barrières aux échanges. Il s'agit d'abord des protections douanières adoptées par les Etats et prenant la forme de tarifs douaniers et de contingentements. Il s'agit aussi des privilèges de monopoles que certains Etats peuvent accorder à des compagnies nationales dans les opérations d'échanges internationaux. Ces compagnies peuvent alors créer une rareté des biens qu'elles achètent dans un pays et vendent dans un autre pays, et augmenter ainsi leurs prix de vente et leurs profits. Il s'agit enfin des multiples politiques protectionnistes que nous examinerons dans un chapitre ultérieur.

Vous remarquerez que les deux processus sont très différents. Le premier résulte d'un progrès technique et d'une capacité accrue des Etats à assurer la sécurité et à coexister pacifiquement. Le second processus résulte de la volonté politique des Etats d'accepter une intensification de la concurrence, avec les redéploiements dans leur économie que celle-ci impliquera. Nous verrons que cela revient à choisir l'efficacité économique et l'intérêt de long terme de l'ensemble de la population de leur pays aux dépens d'intérêts spécifiques et souvent de plus court terme.

#### 1.2. Mesures

La meilleure mesure de l'intensité de la mondialisation est le taux de marge entre le prix d'un produit dans un pays acheteur rapporté au prix du même produit dans un pays vendeur. La

mondialisation s'accroît quand ce taux de marge baisse. Cette baisse peut résulter d'une diminution des coûts de transport, ou de la protection commerciale des Etats, ou d'une plus forte concurrence entre acteurs économiques sur les marchés internationaux.

Cette mesure est correcte quand elle porte sur des biens qui étaient initialement échangés. Mais elle ne prend pas en compte le fait que la mondialisation est aussi l'apparition d'échanges internationaux pour des biens qui antérieurement n'étaient pas échangés. Cette absence initiale d'échanges pouvait résulter de ce que ces biens étaient initialement produits nationalement, à un coût plus élevé ou avec une qualité plus faible. Ces biens pouvaient être aussi remplacés par des substituts locaux de qualité inférieure (le miel à défaut du sucre). Enfin, ces biens pouvaient simplement ne pas être consommés (il y a eu une époque où les Anglais ne buvaient pas de thé, même si elle est difficile à imaginer). La mondialisation qui réduit le coût des importations, permet ainsi de consommer des biens meilleurs marchés, ou de qualité supérieure, ou d'élargir la gamme de biens disponibles pour la consommation.

### ***1.3. Evaluation critique***

Une mesure plus facile à calculer de la mondialisation est l'évolution du volume des échanges internationaux. Cependant cette mesure peut être trompeuse et ne pas refléter la mondialisation telle que je l'ai définie. En effet un accroissement des échanges peut avoir d'autres causes que les deux processus, technologique et politique, que j'ai présentés. Par exemple, les importations d'un pays peuvent augmenter parce que le pays importateur est devenu plus riche. Ou les exportations peuvent augmenter parce que le pays exportateur a augmenté sa production ou en a diminué le coût et en conséquence le prix, à la suite d'innovations technologiques. Ainsi, l'augmentation des échanges internationaux, peut provenir de la mondialisation, ou d'évolutions de l'offre ou de la demande indépendantes de la mondialisation.

Certains économistes préfèrent des définitions de la mondialisation plus larges que celle que j'ai donnée. Par exemple, ils notent que la découverte des Amériques en 1492 a radicalement changé la condition des indigènes dans cette partie du monde. De même le développement de la culture des pommes de terres, qui est une plante originaire des Amériques, en Europe et en Chine, a entraîné une forte expansion démographique dans ces deux régions du monde. Je ne suivrai pas ces économistes, parce que je crains qu'en élargissant le contenu du concept de mondialisation, on en réduise la précision et donc l'utilité pour l'analyse.

## 2. Pourquoi le libre échange ?

Adam Smith défend la thèse que le libre échange permet une division internationale du travail où chaque pays se spécialise dans ce qu'il sait faire le mieux. David Ricardo a amélioré l'analyse d'Adam Smith en développant la théorie des avantages *comparatifs*. L'épithète « comparatif » est à l'origine de résultats qui peuvent sembler injustes. Par exemple, pour que Chrysler puisse résister aux importations de voitures japonaises, il ne suffit pas que Chrysler soit plus efficace (productif) que les entreprises japonaises d'automobiles. Il faut aussi que les avantages des autres secteurs de l'industrie américaine sur leurs concurrents japonais ne soient pas supérieurs à ceux de Chrysler sur les constructeurs automobiles japonais. Or on sait que la plupart des secteurs de l'industrie japonaise (à l'exception de l'automobile et des ordinateurs) sont nettement moins productifs que leurs concurrents américains.

John Stuart Mill a identifié trois gains à l'échange.

1. **Les gains directs.** Ce sont ceux dus à la spécialisation des nations et à la division internationale du travail. Donnons un exemple. En 1858, à la suite de pressions américaines le Japon ouvrit ses frontières. Il devint exportateur de soie et de thé et les prix de ces biens augmentèrent au Japon. Il devint importateur de vêtements et de biens manufacturés, et les prix de ces biens baissèrent au Japon. Les termes de l'échange du Japon et le revenu réel de ce pays augmentèrent. Cet exemple constitue cependant un cas extrême, celui d'un pays qui passa de l'autarcie à une certaine ouverture. Par exemple, selon des estimations l'*Uruguay round* améliora le PIB américain de 0,2% et celui du monde de 0,4%. La faiblesse de ces deux chiffres résulte de ce que la plupart des distorsions les plus graves du commerce extérieur avaient disparu avant l'*Uruguay round*.

Les autres avantages directs sont :

- Les entreprises ayant accès à un plus grand marché peuvent mettre en œuvre des économies d'échelle.
- La concurrence entre entreprises devient plus forte. Plus la concurrence est faible, plus les entreprises disposent d'un pouvoir de marché qui leur permet de vendre à un prix supérieur à leur coût marginal. On définit le taux de marge d'une entreprise comme le rapport entre son prix de vente et son coût marginal. Il existe de

nombreuses études empiriques démontrant que la libéralisation du commerce extérieur est suivie par une baisse des taux de marge des entreprises nationales (par exemple dans le cas la Turquie dans la moitié des années quatre-vingt). Cet effet est très important.

- L'ouverture commerciale augmente le nombre de variétés de chaque bien disponibles pour les ménages et les entreprises. Cet effet est très important, est très sous-estimé dans les comptes de la nation et n'a fait l'objet d'évaluations que depuis peu.

## 2. *Les gains indirects.* Ceux-ci sont de deux types.

*D'abord* les échanges internationaux facilitent la diffusion du progrès technologique. Cette diffusion s'effectue notamment par l'intermédiaire des importations de machines. Les pays qui limitent ces importations leur substituent un capital produit nationalement et qui coûte plus cher. La valeur de l'investissement, telle qu'elle est mesurée par la comptabilité nationale, représente alors une part importante de la production, qui peut être interprétée de façon erronée comme une forte accumulation du capital. En fait, cette dernière devrait être mesurée en appliquant à l'investissement des prix internationaux et non pas des prix nationaux plus chers (il faudrait utiliser ce qu'on appelle des prix mesurés à la parité des pouvoirs d'achat). Mais des études montrent aussi que ces pays ont une productivité globale des facteurs (c'est-à-dire une technologie) basse. D'autres études établissent que la croissance de la productivité globale des facteurs dans un pays dépend de l'effort de recherche et développement du pays, mais aussi de celui des pays dont il importe des biens et proportionnellement à l'intensité de ces importations.

*Ensuite* l'augmentation de la concurrence étrangère, améliore l'efficacité de la production nationale. Les entreprises les moins efficaces disparaissent. Les autres effectuent des fusions, améliorent leur gestion et leurs politiques. Empiriquement, on constate des gains de productivité dans les secteurs où la libéralisation commerciale se développe.

Il y a une différence avec ce que je disais dans le paragraphe sur les gains directs. Alors, je parlais de gains intersectoriels : certains secteurs se développent et d'autres se contractent. Maintenant je développe l'idée de gains intrasectoriels : dans un secteur donné certaines entreprises prennent de l'expansion, d'autres disparaissent.

Pour évaluer les effets des politiques commerciales sur le PIB on dispose de deux méthodes.

- Les comparaisons internationales entre pays suivant des politiques commerciales différentes et ayant des performances économiques contrastées. Une première

difficulté est que les écarts de performances économiques entre pays dépendent de causes multiples. On peut essayer de les mesurer par différents indicateurs économiques, mais il est toujours possible que certaines variables explicatives aient été oubliées et que l'effet de la politique commerciale sur le PIB soit estimé avec un biais important. Il est aussi difficile de mesurer la nature de la politique commerciale d'un pays de façon précise. Une méthode consiste à utiliser l'importance des échanges internationaux. Mais il y a alors le risque que cette variable soit endogène, c'est-à-dire soit autant une cause qu'un effet. Jeffrey Frankel et David Romer utilisent une méthode intéressante qui permet de surmonter cette difficulté. Ils expliquent le flux des échanges internationaux en recourant à une équation gravitationnelle reliant les échanges entre deux pays à des variables exogènes (distance, productions, existence ou non d'accords commerciaux préférentiels). Ils substituent alors l'ajustement donné par cette équation à la valeur observée des échanges et cela résout le problème d'endogénéité (il s'agit en fait d'une simple méthode des doubles moindres carrés).

- Les études de cas. On peut par exemple remarquer que la Corée du sud a changé sa politique commerciale dans la moitié des années soixante : à ce moment elle a libéralisé ses importations, adopté un taux de change unique et dévalué fortement le won. A la suite de ces mesures le taux de croissance de l'économie coréenne augmenta fortement et durablement.

3. *Les gains intellectuels et moraux.* Pour John Stuart Mill les effets économiques du commerce international sont surpassés en importance par les effets intellectuels et moraux. Montesquieu expliquait que le commerce atténuait des préjugés destructifs. L'idée centrale de ces auteurs est que le commerce permet aux peuples de se connaître et à apprendre des autres ce qu'ils ont de meilleur. Par exemple, les Etats-Unis ont une tradition ancienne de qualité des services, et cette spécificité s'est diffusée dans les pays où les Etats-Unis ont investi dans des entreprises de services. Montesquieu notait que l'effet naturel du commerce est de conduire à la paix, parce que les pays qui échangent entre eux deviennent mutuellement dépendants. Kant, dans *La paix perpétuelle*, estimait qu'une paix durable pourrait reposer sur trois piliers : une démocratie élective, des organisations internationales et l'interdépendance économique par le libre échange. Des études empiriques récentes des politologues confirment cette opinion de Kant (par exemple on n'a pas de cas de conflits armés opposant deux pays démocratiques depuis 1950). On rencontre cependant une fois

encore le problème de l'endogénéité des variables explicatives. Par exemple on peut penser qu'un pays peu agressif adoptera simultanément un régime démocratique et le libre échange, et ce ne sont pas ces deux derniers qui causent le pacifisme du pays. Mais surtout, l'opinion de Kant et des autres grands philosophes a été confrontée au fait que la période de mondialisation 1850-1913 s'est achevée par la Première Guerre Mondiale<sup>1</sup>. Donc Kant a sans doute raison, mais son explication demeure incomplète. Par exemple il y a un autre facteur que nous comprendrons mieux dans le chapitre suivant, qui est que la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle a été non seulement la période du libre échange, mais aussi la période de l'impérialisme. L'impérialisme est un facteur de guerre et les rivalités coloniales ont joué un grand rôle dans le déclenchement de la Première Guerre Mondiale.

Les thèses de Kant, notamment celles sur le rôle bénéfique pour la paix d'un régime politique de démocratie électorale, sont confirmées par des événements politiques récents. Par exemple le Chili et l'Argentine eurent un long conflit sur leur frontière dans la cordillère des Andes. Le conflit s'aggrava quand les deux pays furent gouvernés par des dictatures militaires (il n'empêcha pas par ailleurs les deux dictatures de collaborer dans l'assassinat de leurs opposants résidant dans des pays étrangers, l'opération Condor). Un traité réglant définitivement ce problème fut signé quand la démocratie fut réinstallée dans les deux pays. On peut aussi se rappeler que l'invasion des îles Malouines (Falklands) fut entreprise par la dictature militaire argentine, et qu'après le retour à la démocratie les relations entre ce pays et le Royaume-Uni redevinrent excellentes.

Martin, Mayer et Thoenig ont analysé cette question sur des données très détaillées de tous les conflits armés ayant eu lieu depuis 1948. Ils trouvent que deux pays qui ont des échanges bilatéraux importants, éventuellement soutenus par un accord commercial préférentiel, ont peu de chance d'entrer en guerre l'un contre l'autre. En revanche, deux pays ayant des relations commerciales intenses avec des pays tiers ont une probabilité beaucoup plus grande d'entrer en guerre l'un contre l'autre. La raison de ce résultat empirique est que dans le premier cas les échanges commerciaux augmentent le coût du conflit, tandis que dans le second cas ils peuvent donner les moyens (dans une logique mercantiliste) aux deux pays d'entrer en conflit. Evidemment, le développement des échanges multilatéraux réduit la probabilité d'un conflit mondial.

---

<sup>1</sup> L'un des meilleurs romans jamais écrit est *L'homme sans qualité* de Musil. Ce roman décrit une Vienne intellectuelle, cosmopolite et humaniste dans les 12 mois qui précédèrent la Première Guerre Mondiale. Personne dans la bonne société de Vienne ne semblait capable de prévoir cet événement.

Une dernière thèse que je souhaite présenter est que le libre échange peut promouvoir des réformes politiques conduisant à plus de liberté et de démocratie. Par exemple la participation de plus en plus importante de la Chine aux échanges internationaux et son adhésion à l'OMC est à mettre en regard de l'évolution du régime communiste chinois qui accorde plus de liberté à son peuple et gouverne davantage en édictant, puis appliquant des lois.

### **3. Du mercantilisme au libre échange**

#### ***3.1 Les guerres napoléoniennes et leurs conséquences***

Les guerres napoléoniennes durèrent de 1793 à 1815. Cette période connut une baisse du commerce international et une hausse de l'écart de prix des biens importés entre le pays de départ et le pays d'arrivée (ne serait-ce qu'à cause de la présence de corsaires français et anglais dans l'Atlantique).

Une conséquence fut un processus d'industrialisation par substitution d'importations (ISI), notamment de l'Europe continentale, par exemple les filatures de coton ou la fabrication de sucre à partir de betterave sucrière en France. Aux Etats-Unis, les exportations de coton brut provenaient des Etats du Sud, alors que l'ISI (notamment les industries du coton) s'effectuait dans les Etats du Nord. Après 1815 la France et les Etats-Unis se retrouvèrent avec des groupes de pression (*lobbies*) puissants, défendant les intérêts de ces nouvelles industries et réclamant une protection contre la concurrence étrangère, notamment de l'Angleterre qui était le pays industriellement le plus avancé. En Angleterre, en revanche, les *lobbies* protectionnistes étaient ceux des propriétaires terriens. Ils firent voter en 1815 les *Corn Laws* qui interdirent les importations de blé par le Royaume-Uni pour les 7 années suivantes, puis limitèrent ces importations jusqu'à l'abolition de ces lois en 1846.

#### ***3.2. La baisse des coûts de transport et la libéralisation du commerce international***

La période qui suivit les guerres napoléoniennes connut une baisse importante des coûts de transport, avec le développement des bateaux à vapeur, des chemins de fer et l'ouverture du canal de Suez en 1869 (qui pour des raisons faciles à deviner pouvait difficilement être utilisé par des bateaux à voiles). Ces progrès concernèrent les transports intercontinentaux, mais aussi les transports internes à un pays (par exemple la construction du canal du lac Erie entre 1817 et 1825,

réduisit le coût du transport de Buffalo à New York de 85% et sera à l'origine de la baisse des prix du blé et de la viande en Angleterre que je présente un peu plus bas). La ligne de chemin de fer reliant les côtes Est et Ouest des Etats-Unis fut ouvert en 1869.

Le premier câble télégraphique allant sous la mer fut installé entre la France et l'Angleterre en 1851. La liaison avec les Etats-Unis fut assurée en 1866. La liaison de l'Angleterre avec l'Inde date de 1870. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, des localisations industrielles avec de bonnes facilités portuaires et situées sur des routes marchandes, comme Bombay, Calcutta, Madras, Shanghai ou HongKong, avaient accès à tous les inputs industriels de l'Angleterre à un coût faiblement supérieur à celui pour les entreprises situées en Angleterre. En 1907 la production de cotonnades était possible dans n'importe quelle ville du monde ayant de bonnes facilités portuaires.

L'Angleterre fut le pays pilote dans la libéralisation du commerce international, passant d'un fort protectionnisme en 1815 à une liberté quasi-totale au moment de l'abolition des *Corn Laws* en 1846<sup>2</sup>. Les protectionnistes anglais étaient les propriétaires terriens, qui avaient bénéficié du ralentissement de l'importation de produits agricoles durant les guerres napoléoniennes. Les ouvriers et les patrons d'usines voulaient en revanche libéraliser les importations de ces produits. En effet, ils représentaient une part importante de la consommation des travailleurs, et la baisse de leurs prix permettrait d'augmenter le taux de salaire réel (le taux de salaire nominal divisé par le prix de la consommation) tout en abaissant le coût réel du travail (le taux de salaire nominal divisé par le prix des biens industriels).

L'Europe suivit l'exemple de l'Angleterre. Par exemple la France signa avec l'Angleterre le 23 janvier 1860 le traité Cobden-Chevalier. Conformément à celui-ci, la France abolit ses contingentements (quotas) et les remplaça par des droits de douane plafonnés à 30%. L'Angleterre réduisit ses droits de douane. Mais, ce qui est essentiel, est que le traité introduisit la pratique de la *clause de la nation la plus favorisée*. Selon celle-ci, toute concession commerciale d'un pays signataire d'un traité à un pays tiers s'appliquerait automatiquement à l'autre signataire. Cette clause figura dans beaucoup des traités bilatéraux qui furent ensuite signés en Europe.

En 1877 les droits de douane étaient devenus très faibles en Europe, alors même que les coûts de transport avaient beaucoup baissé. La réduction des prix agricoles, notamment des céréales (à la

---

<sup>2</sup> La cause immédiate de l'abolition de la loi fut la famine de 1845 en Irlande qui fut à l'origine d'un grand nombre de morts et qui aurait pu être évitée si l'importation de blé avait été libre.



suite des importations en provenance du Nouveau Monde et de la Russie – n’oublions pas que les coûts de transport avaient beaucoup baissé), entraîna une réaction politique des propriétaires terriens en Angleterre, en France et en Allemagne. La protection crût à partir de cette date, notamment pour les produits agricoles.

Les Etats-Unis représentent un cas intéressant. Le Nord s'était industrialisé par substitution d'importations, mais n'était pas encore compétitif. Il était donc protectionniste et s'appuyait sur le parti Républicain. Le Sud, qui exportait des produits agricoles, était libre échangiste et s'appuyait sur le parti Démocrate. La défaite du Sud, dans la guerre de Sécession, conduisit donc à une politique protectionniste durable.

### ***3.3. L'essor de la mondialisation***

Le taux de marge entre le prix dans le pays d'origine et le prix dans le pays de destination baissa fortement sur la période. Les  $\frac{3}{4}$  de cette baisse provint d'une réduction des coûts de transports (développement des bateaux à vapeur et des chemins de fer, percement du canal de Suez, méthodes de réfrigération). Le reste provint du démantèlement des politiques commerciales protectionnistes. Ainsi, sur la période 1870-1913 les rapports des prix du blé et de la viande entre Chicago et le Royaume-Uni baissèrent respectivement de 1,6 à 1,15 et de 2 à 1,2. Il y eut un certain retour au protectionnisme après 1870, conséquence d'une réaction politique de groupes de pression (agriculteurs, ouvriers) qui se sentirent lésés par les importations croissantes et l'immigration importante. Il est vrai que la forte baisse des coûts de transport rendait aisée l'importation de blé et autres biens agricoles de pays ayant un avantage comparatif considérable dans la production de ces biens (Russie, Etats-Unis), ce qui créait des problèmes sérieux pour les agriculteurs d'Europe de l'Ouest. Mais ce retour vers le protectionnisme fut insuffisant pour renverser le mouvement de mondialisation croissante. Les migrations de personnes furent libres sur la période, à l'exception de premières mesures restrictives aux Etats-Unis et en Australie à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

Ainsi, les marges entre prix dans les pays acheteurs et vendeurs, qui n'avaient pas connu de tendance forte à la baisse sur la période 1500-1800, diminuèrent fortement de la fin des guerres napoléoniennes jusqu'en 1913. Le commerce international crut à un rythme beaucoup plus rapide qu'au cours des périodes antérieures. La division internationale du travail était devenue forte à l'aube de la Première Guerre Mondiale, avec des pays industrialisés au centre et des pays producteurs de matières premières à la périphérie.

### ***3.4. Les termes de l'échange et l'appauvrissement du Sud***

Les économistes classiques (c'est-à-dire du 19<sup>ème</sup> siècle) pensaient que les prix des produits agricoles et des matières premières devaient tendanciellement augmenter relativement aux prix des produits industriels, par suite de la finitude des quantités de terres cultivables et de ressources minières.

Hans Singer et Raul Prebisch défendirent, au début des années 50, la thèse contraire de la détérioration des termes de l'échange des pays pauvres de la périphérie. Ces auteurs donnèrent des éléments statistiques en ce sens concernant les décennies antérieures à 1940. Leur interprétation était que les pays du Nord, spécialisés dans les produits industriels, bénéficieraient de forts gains de productivité. Ces gains ne conduisaient pas cependant à une baisse des prix industriels, mais à une hausse des salaires et des profits dans le Nord, par suite de la structure monopolistique de ses entreprises et de ses syndicats. En revanche, les pays du Sud sont spécialisés dans les biens agricoles et miniers, pour lesquels le progrès technique est faible, mais dont les prix ne peuvent que baisser, par suite de l'excédent de main-d'œuvre disponible et de sa faible organisation d'une part, et du caractère très concurrentiel des marchés de ces biens. Un argument complémentaire reposait sur les courbes d'Engel, qui établissent que l'élasticité revenu des consommateurs est forte pour les produits du Nord et faible pour les produits du Sud. La conclusion était que le Sud s'appauvrirait et ne pourrait pas acquérir les ressources nécessaires pour se développer. Que s'est-il passé effectivement ?

D'abord la baisse des coûts de transports observée sur la période, augmenta les termes de l'échange de *tous* les partenaires commerciaux (du Nord et du Sud). Mais l'impérialisme joua un rôle encore plus important sur le processus de mondialisation. Le Japon vivait en autarchie jusqu'en 1858. Les Etats-Unis forcèrent par des moyens militaires le Japon à adopter le libre échange, et en 15 ans la part des exportations dans le PIB passa de 0% à 7%. Le prix des produits exportables (la soie et le thé) augmenta, celui des produits importables (textiles à base de coton et de laine) baissa et le terme de l'échange du Japon s'améliora considérablement. La Chine, le Siam et la Corée connurent des expériences similaires. Les pays colonisés, comme l'Inde et l'Indonésie adoptèrent le libre échange. Ainsi, au cours des 40 années qui précédèrent la Première Guerre Mondiale, les termes de l'échange s'améliorèrent de 2% en Europe, de 10% en Asie de l'Est et de 21% dans les autres pays en développement. Il convient de remarquer cependant que les termes de l'échange d'un pays du

Sud pouvaient varier fortement au cours du temps et cette instabilité ne pouvait que nuire à sa croissance. D'autre part le sucre de canne vit son prix baisser de moitié de 1883 à 1913, à la suite de la forte augmentation de la production de sucre de betterave, bénéficiaire de subventions et de protections commerciales, en Europe. Les pays du Sud produisant le sucre de canne souffrirent beaucoup de cette évolution. Cela anticipa les effets néfastes pour beaucoup de pays du Sud des politiques protectionnistes agricoles des pays du Nord après la Seconde Guerre Mondiale.

L'effet arithmétique de court terme de ces améliorations des termes de l'échange sur le pouvoir d'achat du PIB fut faible (les études que j'ai lues concluent que le gain de l'adoption du libre échange représenta au plus 4 à 5 % du PIB répartis sur une longue durée, ce qui n'est pas tellement pour une réforme aussi radicale qui marqua le début de la transformation du Japon en une grande puissance industrielle et impérialiste). Cependant, les études économétriques montrent que l'effet sur la croissance de long terme fut contrasté : il fut positif dans les pays du Nord et négatif dans les pays du Sud. Une explication du dernier résultat est que le mouvement des prix incita les pays du Sud à se spécialiser dans la production de matières premières et de produits agricoles et à ne pas s'industrialiser. Dans le commerce intercontinental l'Europe exportait des produits industriels et importait des biens agricoles et des matières premières du reste du monde. Les pays d'Afrique et d'Asie exportaient une proportion plus faible de biens industriels que dans les siècles précédents, et leurs exportations étaient principalement dirigées vers les pays industrialisés. Si on pense que la croissance de long terme passe par l'industrialisation, le mouvement des termes de l'échange freina la croissance des pays du Sud. Ainsi Singer et Prebisch avaient tort quand ils disaient que les termes de l'échange des pays du Sud s'étaient détériorés. Mais ils avaient raison quand ils estimaient que la mondialisation (qui à l'époque prenait largement la forme de l'impérialisme) appauvriissait les pays du Sud.

Je peux ajouter quelques mots sur la destruction des industries de la cotonnade de Calcutta au profit de celles de Manchester. Au 18<sup>ème</sup> siècle l'industrie textile de l'Inde (coton, mais aussi soie) était le leader mondial en terme de qualité, de diversité, de volume de la production et d'importance des exportations. Les exportations vers l'Europe et ses possessions américaines, étaient payées en argent métal. En revanche, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, 70% de la consommation indienne en produits textiles était importée, principalement de Grande-Bretagne. Pour illustrer ce point on peut remarquer que jusqu'à la fin des guerres napoléoniennes la valeur des ventes de cotonnades indiennes en Afrique de l'Ouest dépassait celle des ventes de produits textiles britanniques. Entre 1827 et 1830 les ventes en provenance de l'Inde ne représentaient plus que 29% de celles en

provenance de l'Angleterre. Elles étaient devenues négligeables en 1850. En fait, le développement industriel du Nord, a été accompagné d'une désindustrialisation du Sud, généralisée, mais surtout absolue (pas une simple stagnation ni un développement plus lent de l'industrie du Sud que de celle du Nord). Par exemple la part de la population active employée dans l'industrie en Inde baissa d'un niveau de l'ordre de 15-18% en 1800 à une valeur de l'ordre de 10% en 1900. Cette désindustrialisation a concerné aussi la Chine.

#### ***4. A t'on un retour au mercantilisme à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle ?***

Frédéric List, dans le *Système d'économie politique* publié en 1842, défend la nécessité pour l'Etat de protéger les industries naissantes afin de permettre au pays de s'industrialiser. Il est dans la lignée mercantiliste. Des historiens (Paul Bairoch par exemple) estiment que l'Etat prussien, puis l'Allemagne unifiée par Bismarck, ont utilisé le protectionnisme, par exemple par l'instauration du tarif Bismarck en 1879, pour développer leur industrie. Le Tiers-mondisme d'après la Seconde Guerre Mondiale a été dans la même lignée. Les pays en développement d'après la Seconde Guerre Mondiale, souvent nouvellement indépendants, adoptèrent une idéologie tiers-mondiste et défendirent la thèse d'une industrialisation par substitution d'importations qui est dans l'esprit mercantiliste. Dans les deux cas on eut une intervention très directe des Etats dans l'économie et souvent une alliance entre l'Etat et une bourgeoisie industrielle aux activités monopolistiques. Dans le cas du Tiers Mondisme, comme dans celui de la France de Colbert, l'agriculture fut souvent sacrifiée, alors même qu'elle faisait vivre la majorité de la population.

Nous avons vu qu'après 1870 il y eut un retour à un certain protectionnisme en Europe. Ce retour fut-il notable et eut-il un impact économique important ? Symétriquement, l'Europe entra-t-elle dans un vrai régime de libre échange après le Traité Cobden-Chevalier, ou la libéralisation des échanges resta-t-elle limitée ou superficielle, plus apparente que réelle ? Je vais répondre à ces questions en me fondant sur une série d'articles rassemblés dans un livre édité par Jean-Pierre Darmois et Pedro Lains.

La conviction habituelle est que la Grande Bretagne avait presque totalement libéralisé son commerce extérieur au moment de l'abolition des *Corn Laws*. La France aurait fait cela plus tardivement avec le Traité Cobden-Chevalier en 1860. Ce point de vue est critiqué par John Vincent Nye, qui calcule les taux moyens de droits de douane pour ces deux pays sur la période

1821-1913. Il conclut que la Grande Bretagne a été plus protectionniste que la France jusqu'à la fin des années 1870. Cette conclusion est critiquée par Richard Irwin qui remarque que des tarifs douaniers élevés sur un bien ne peuvent être considérés comme protectionnistes que si ce bien est produit ou peut être produit dans le pays. La Grande Bretagne fixait des droits de douane élevés sur les produits exotiques (thé, café, sucre, tabac, alcool) et sur le vin. Aucun d'entre eux ne peut être produit en Angleterre. La raison de ces droits de douane était de fournir des ressources au budget de l'Etat, et ils n'avaient pas d'effets sur la structure de la production du Royaume Uni.

Le débat se déplace alors sur les droits de douane frappant les importations de vin. Le Royaume Uni ne produisait pas de vin, mais il produisait de la bière qui est substituable au vin. Certes la bière était taxée, mais à un taux beaucoup plus bas que celui frappant les importations de vin. De plus les importations de vin en provenance de France étaient plus taxées que les importations de vin venant d'autres pays. Cela s'explique par le fait que les négociants britanniques avaient des intérêts commerciaux dans le secteur du vin au Portugal. Ainsi, les droits de douane sur les importations de vin avaient bien un effet sur la structure de la production britannique. Mais celui-ci ne concernait qu'un segment très limité de cette production et la nécessité pour l'économiste de distinguer les *droits de douane protectionnistes* des *droits de douanes contribuant simplement au budget de l'Etat* est très convaincante.

Une autre thèse orthodoxe est que l'Allemagne fut le premier pays à abandonner le libre échange et à suivre les recommandations de Frédéric List. En 1879 elle adopta un système de tarifs douaniers dans le but de promouvoir l'industrie sans handicaper l'agriculture. Didinger note que la protection douanière diminua rapidement des années 1840 aux années 1870 et atteignit alors un niveau très bas. Elle augmenta ensuite mais sans jamais atteindre les niveaux d'avant 1855. En 1880, le taux global de protection nominale de l'Allemagne était de 8%, une valeur inférieure à celle de la France et de l'Italie et à peine supérieure à celle de la Grande Bretagne. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la protection était élevée dans un petit nombre de secteurs : la culture du seigle et du blé, les filatures de coton, la sidérurgie et peut-être la fabrication de rails. Ces secteurs représentaient de l'ordre de 2-3% des exportations et environ 7% des importations. Ces protections furent instaurées pour promouvoir ou simplement préserver des secteurs traditionnels, en réaction à la concurrence du blé et du seigle venant de Russie et d'Amérique du Nord, et de la sidérurgie britannique et belge. Elle n'eut pas d'effet sur les modifications des avantages comparatifs des différents secteurs de l'économie allemande, ce qui contredit l'argumentation en terme d'industrie naissante de List.

D'autres auteurs publiés dans ce volume concluent que la politique commerciale de l'Italie a été principalement déterminée par l'action des groupes d'intérêt (*lobbies*) et par la nécessité pour l'Etat de se procurer des ressources budgétaires. L'examen de quatre pays européens aboutit au résultat que les protections tarifaires ne s'expliquent pas comme le résultat d'une politique cohérente d'industrialisation par substitution d'importations, fondée sur l'argument des industries naissantes de List. Cette protection concerna souvent des industries ayant atteint un stade de maturité avancée, ce qui ne peut être expliqué que par le fait qu'elles ont au cours de leur existence pu développer des capacités puissantes de *lobbying*.

Nous verrons dans un chapitre ultérieur que ce sont des considérations similaires qui expliquent l'échec, puis l'abandon des politiques de substitution d'importation par la plupart des pays du Sud, au cours des années 1980 et 1990.